



*Proletaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !*

1F

Adresse : B.P. 293
75866 Paris Cedex 18
C.C.P. 30 226 72 - La Source

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES
MARXISTES LENINISTES DE FRANCE

N°321
mardi 9 septembre 1975

Pour les revendications,

L'ACTION DE MASSE

EST DÉCISIVE

Aujourd'hui des millions de travailleurs sont préoccupés de savoir si demain ils pourront encore travailler ou si leur salaire ne sera pas rogné par le chômage partiel. De même des centaines de milliers de jeunes sortis de l'école et de l'apprentissage se retrouvent dans la jungle capitaliste à la recherche d'un gagne-pain : pour tous c'est une question vitale, pour tous c'est un même combat à mener au coude-à-coude. Mais quel combat et comment le mener ?

Les dirigeants révisionnistes du P.C.F. suivis par ceux de la CGT organisent leurs manœuvres anti-ouvrières en prétendant lutter. L'Humanité du 8 septembre indique que le 9 septembre des délégations de salariés de la région parisienne se rendront à l'Assemblée nationale pour porter des pétitions. La *Vie ouvrière* du 3 septembre précise que c'est pour obtenir des groupes parlementaires la prise en compte des revendications prioritaires et des mesures efficaces de lutte contre le chômage et la hausse des prix ! Camarades ! Est-ce en allant pleurnicher chez les représentants du système bourgeois, que ceux-ci se préoccupent de lutter contre le chômage et la hausse des prix, alors que ceux-là même gèrent la crise capitaliste et la politique anti-ouvrière, qu'ils soient de droite ou qu'ils se disent de gauche ? Non, les dirigeants soi-disant communistes veulent dévier les justes aspirations des masses. Quand il s'agit véritablement de luttes de masse, comme à Chausson dernièrement, ils sabotent. Mais il s'agit surtout d'une opération politique, car ils espèrent et agissent toujours pour prendre la place du gouvernement actuel et gérer le capitalisme pour leur compte et celui de leurs maîtres de Moscou.

Les travailleurs déjoueront ces manœuvres et rejetteront les manœuvriers contre-révolutionnaires de tout poil en s'organisant pour mener résolument la lutte, que ce soit chez Boussac, Motobécane, Poclain, Idéal-Standard, à Fougères ou ailleurs. C'est en organisant la démocratie prolétarienne par l'élection de comités de grève représentants de l'ensemble des grévistes, par la tenue d'assemblées générales souveraines, en combattant et déjouant les manœuvres politiques des bonzes syndicaux et des leaders politiques au service du capitalisme et du social-impérialisme, c'est ainsi qu'ils se donneront les moyens de vaincre. L'organisation dans la lutte et pour la lutte sur de justes positions de classe, et pour l'application d'une véritable démocratie pour les masses, permet à la classe ouvrière et à tous les opprimés de prendre conscience de leur véritable force, de surmonter les obstacles et de vaincre tout en élevant leur conscience politique.

La lutte ne se mène pas au parlement mais elle est l'œuvre des masses dans la rue et dans les entreprises.

PORTUGAL : ELIMINATION DE GONCALVES

Obstinément cramponné aux rênes du pouvoir, le général pro-soviétique Vasco Gonçalves vient pourtant d'être exclu des fonctions de chef d'État-Major et de membre du Conseil de la révolution, par la récente assemblée générale du MFA. Au sein de cette assemblée d'officiers supérieurs, il n'était plus soutenu que par une infime partie de l'armée de terre, quelques éléments de l'armée de l'air et la marine.

C'est là un indiscutable échec pour le parti révisionniste qui s'était toujours désespérément efforcé d'identifier le «compagnon Vasco» au MFA et à l'ensemble du peuple. Tous ses membres qui formaient l'essentiel du cinquième gouvernement provisoire, viennent, par ailleurs, de démissionner en bloc. «La Pravda» ne s'y trompe pas et sa réaction immédiate et vive traduit bien son dépit de la défaite enregistrée par ses supporters. «Les revers communistes au Portugal font partie de la stratégie globale de la réaction impérialiste» écrit-elle sans vergogne.

L'élimination de Gonçalves est une incontestable victoire du camp des forces progressistes au Portugal. Mais tout n'est pas réglé pour autant et plus que jamais la vigilance s'impose. La clique de Cunhal dispose encore d'un nombre important de secteurs clés de l'appareil d'État et ne se laissera pas dépousséder des pouvoirs qu'elle s'est arrogé sans réagir. La confusion règne au sein des instances du MFA qui ont également exclu du Conseil de la révolution l'un des leaders les plus en vue du mouvement des «9», l'amiral Victor Crespo. Il est

encore difficile de situer le rapport des forces au sein des sous-officiers et des soldats qui, en cas de coup de force, pèseraient d'un poids déterminant.

Des négociations sont en cours pour former un nouveau gouvernement de coalition rassemblant socialistes, conservateurs et P.C.P. Mais quel serait la viabilité d'un tel gouvernement ?

Dans le même temps, les forces fascistes manipulées par les Américains continuent d'intriguer plus ou moins ouvertement comme en témoigne la réapparition sur la scène de Spínola.

Tout au cours de l'été, le peuple portugais a manifesté de plus en plus clairement son opposition à l'asservissement à l'une ou l'autre superpuissance.

Mais celles-ci ne l'entendent pas de cette oreille. Toutes deux ont intérêt à attiser le feu, à semer la contradiction et la division au Portugal pour tenter de tirer les marrons du feu à leur profit en marquant des points contre leur rivale. C'est pourquoi un coup de force de l'une ou l'autre superpuissance au cas où elle risquerait de perdre ses points d'appuis intérieurs ne doit pas être exclu.

Voilà qui devient de plus en plus clair pour les gens honnêtes qui se tiennent aux côtés du peuple portugais pour faire pièce à tous les complots.

*(En page 2 : chronique
des événements de l'été).*

A PARIS, 1 500 MANIFESTANTS POUR EMPECHER L'ASSASSINAT DE GARMENDIA, OTAEGUI ET DES CINQ DU F.R.A.P.



(voir l'article en page 4)

PORTUGAL chronique de l'été

● 22 mai : L'affaire du «*República*» éclate au grand jour. A l'instigation et avec la bénédiction du P«C»P, les ouvriers du journal expulsent les rédacteurs, accusés de sympathie envers le PS et proclament qu'ils impulseront désormais dans le journal une «*ligne de type marxiste*». Celle-ci se révélera dans la pratique assez complaisante aux thèses du P«C»P en portant ses coups les plus violents contre le Parti socialiste faussement présenté comme faisant le jeu des fascistes et de l'impérialisme américain. Du social-impérialisme, du social-fascisme, il n'est par contre guère question.

A l'appel du PS de nombreuses et importantes manifestations se déroulent devant le siège du journal et dans tout le pays.



● 11 juillet : Ne pouvant obtenir que «*República*» soit restitué à son rédacteur en chef et à son Comité de rédaction, Mario Soarès annonce le départ du gouvernement de deux ministres socialistes. Une nouvelle crise gouvernementale particulièrement aiguë commence ainsi.



● 19 juillet : Pour s'opposer par la force à la tenue d'un meeting du PS à Lisbonne, le parti révisionniste de Cunhal lance un appel à une mobilisation générale pour dresser des barricades à l'intérieur de la ville. Suivant une technique qu'il a déjà largement éprouvée, mais dont l'efficacité commence à s'émousser, il brandit la menace d'un «*coup d'État réactionnaire*» pour détourner les critiques de plus en plus vives que sa politique d'annexion de l'appareil d'État commence à susciter. C'est pour lui un échec cinglant : le MFA désapprouve son initiative, les barricades sont quasiment inexistantes et le meeting se tient devant près de 200 000 personnes.

Pour la première fois dans une intervention publique, le leader socialiste dénonce les menaces du «*social-fascisme*» et du «*social-impérialisme*».

Dans le nord du pays, qui, lors des élections récentes, a exprimé massivement sa sympathie pour les thèses défendues par le PS, de violentes manifestations rassemblant plusieurs milliers de personnes qui protestent avec colère contre les visées dictatoriales du parti cunhaliste, se déroulent devant les sièges du P«C»P et de sa succursale le MPD-CDE. Quatorze d'entre eux seront attaqués.



● 25 juillet : Après un débat houleux, l'assemblée générale du MFA, où le P«C»P s'est arbitrairement taillé un rôle sans commune mesure avec son influence réelle dans le pays, confie le pouvoir à un «*triumvirat*». Il est composé de Costa Gomes (prési-

dent de la République, proche du PS, connu pour ses sympathies américaines), Vasco Gonçalves (premier ministre, l'homme du P«C»P) et Othelo de Carvalho (commandant du Copcon, difficile à situer) et chargé de gérer la période de transition en attendant la nomination d'un cinquième gouvernement.



● 5 août : Le «*Jornal Novo*», seul quotidien national encore indépendant du P«C»P, proche du PS, publie à sa Une une «*fuite*» sensationnelle, le «*document Jesuino*». C'est le texte du projet de loi sur la presse rédigé par le ministre de l'Information Correio Jesuino, inspiré par le P«C»P. Il s'agit d'une véritable loi de censure fasciste. Qu'on en juge : le document prévoit : la création d'une «*commission d'analyse des moyens de communication sociale*» composée de militaires nommés par le Conseil supérieur de la révolution. Ce serait un véritable «*tribunal de la presse*» chargé de constater les délits et d'appliquer les peines. Sont considérées comme pratiques condamnables :

- La publication de nouvelles fausses ou tendancieuses, quelle que soit leur origine ;

- La divulgation de faits présentés avec une intention partisane ;

- La négligence dans la mobilisation des grandes tâches nationales ;

- L'adoption systématique de positions contre-révolutionnaires impliquant l'irresponsabilité et l'opposition à la réalité du processus en cours.

Les peines prévues sont extrêmement lourdes : d'énormes amendes et 180 jours de suspension de parution.

La divulgation de ce texte que ne renierait pas Franco, soulève une grande émotion dans le pays.



● 7 août : Après un long suspens traduisant le «*blocage*» de la situation politique, le cinquième gouvernement est nommé, consacrant une très forte prépondérance du P«C»P. Le général prosoviétique Vasco Gonçalves se voit confirmé dans le poste de premier ministre. Mais en fait la crise gouvernementale ouverte par le départ des ministres socialistes est loin d'être terminée. Le nouveau gouvernement est présenté comme un gouvernement provisoire qui doit durer deux mois, le temps nécessaire pour trouver une solution à la crise.

Le même jour le «*Jornal Novo*» publie un document d'importance capitale : le «*document Melo Antunes*» encore appelé «*document des 9*». Signé par 9 officiers supérieurs du MFA, il se livre à une sévère critique de la situation politique actuelle caractérisée par la marche au pouvoir du P«C»P, imposant son

projet politique au MFA comme aux masses portugaises, accaparant les secteurs-clés de l'appareil d'État, prenant d'assaut les municipalités, plaçant arbitrairement sous son contrôle les grands moyens d'information, semant la division au sein du MFA comme des travailleurs. Ce document souligne la gravité des menaces qui pèsent de ce fait sur l'indépendance nationale du pays et appelle toutes les forces éprises d'indépendance et de libertés démocratiques à s'unir pour faire front à ces menaces et respecter la volonté populaire.

Le document qui établit une claire distinction entre le camp de l'indépendance et celui de la soumission à une superpuissance, est immédiatement passionnément discuté dans le pays.

Au sein de l'armée s'organise aussitôt une sorte de référendum spontané qui révèle une large majorité, au sein du MFA, d'officiers et de soldats exprimant leur accord avec ce texte.

Au cours des jours suivant le mouvement d'adhésion se développe avec une grande force, protestant contre la suspension du Conseil de la révolution des 9 officiers signataires, par le «*Triumvirat*».



● 13 août : Publication de l'«*autocritique révolutionnaire du Copcon*» inspirée par le général Othelo de Carvalho. Ce texte, qui se veut une réponse du «*document Antunes*», sème en fait la confusion dans un débat qui devenait très clair. Après un certain nombre de critiques au P«C»P, il concentre tous ses coups sur une violente attaque de positions des «*9*» accusés de développer une solution de «*droite*», et de «*l'impérialisme*», en l'occurrence la Communauté économique européenne. Il soutient

un vague «*pouvoir populaire*» fondé sur des assemblées de base des travailleurs, paysans, habitants.

Malgré la dénonciation peu amène de ses agissements subversifs, le P«C»P s'empresse d'approuver bruyamment «*l'autocritique du Copcon*» qui détourne l'attention des problèmes fondamentaux soulevés par les «*9*» et contribue ainsi à «*noyer le poisson*».



● 14 août : De nouvelles et imposantes manifestations se déroulent à Porto et Lisbonne pour exiger le départ du premier ministre et la dissolution de la Cinquième division, organe de propagande du P«C»P. Les mots d'ordre «*A bas le fascisme et le social-fascisme*», «*A bas l'impérialisme US et le social-impérialisme russe, indépendance nationale !*» figurent en bonne place sur les banderoles.

La tentative du parti cunhaliste de tenir des meetings provocateurs dans le nord du pays se solde par un véritable fiasco. A Porto le meeting cunhaliste est annulé, le MFA refusant d'en assurer la protection contre la colère de la foule.



● 2 septembre : Une très grande partie des ouvriers, paysans, employés, officiers et soldats exigent le départ immédiat de Vasco Gonçalves qui s'accroche désespérément au pouvoir. La Cinquième division est dissoute. Gonçalves déchu de la fonction de premier ministre est présenté pour la responsabilité de l'État-major. Mais une opposition tout aussi vive dresse la majorité du pays contre ce projet qui semble mort-né.

ÉCOUTEZ LES RADIOS RÉVOLUTIONNAIRES

TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30 . .	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30 . .	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30 . .	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30 . .	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.

LES COMPTES DE LA RENTREE

La rentrée des classes approche et pour les familles, les comptes sont difficiles.

L'année dernière, la Fédération «Ecole et Familles» avait chiffré le coût de la rentrée — cartables, livres, équipement sportif, fournitures, cotisations, etc. — Quelques chiffres pour 1974 :

- Classe de 6è 451,20 F
- Classe de 4è 551,50 F
- Entrée en CET 632,50 F

Voilà qui pèse lourd dans le budget de septembre. Pour une famille de trois enfants — 9, 11 et 13 ans — le total moyen est de l'ordre de 1 200 F. A y ajouter les frais de transport et de cantine, les vêtements d'hiver à acheter...

Lors de la rentrée 74, la hausse des prix avait été de 18 % ; sans doute sera-t-elle du même ordre cette année. Fin juillet, on prévoyait une hausse de 6 à 7 %

de fournitures de papier, en raison de la hausse du papier.

«Ecole gratuite» ? On en est bien loin en réalité. C'est encore bien un slogan-poudre-aux-yeux que les bourgeois serinent depuis des dizaines d'années... tout en essayant de se sucrer au passage : les livres sont coûteux, les programmes changés très souvent — donc on change les livres (et les éditeurs se frottent les mains) — etc. Et bien souvent, on peut s'interroger sur la nécessité de tel ou tel manuel soi-disant «nouveau», sur la nécessité absolue de telle ou telle fourniture ou équipement à acheter «spécialement» dans telle maison... Des parents de plus en plus nombreux s'indignent à la fois d'une telle hypocrisie sur «l'école gratuite» et de telles pratiques ; regroupés et organisés, ils peuvent les dénoncer et s'y opposer ; la «note» de la rentrée 75 les y engagera, ici où là, nous en sommes persuadés.

UNE NOUVELLE METHODE POUR RESOUDRE NOS PROBLEMES FINANCIERS ?

Avec la reprise de notre parution quotidienne est réapparue la nécessité de tenir nos lecteurs informés de nos initiatives, de nos projets, de nos réalisations, de nos difficultés et de nos succès.

Le lancement du quotidien sur huit pages avec un format plus grand se trouve retardé par des ajournements de livraison de machines. Mais les deux campagnes successives impulsées pour recevoir 40 millions d'anciens francs ont dépassé leur objectif. Des emprunts complémentaires effectués auprès de militants ont créé les conditions financières nous assurant la possibilité certaine d'atteindre notre objectif début octobre probablement, à coup sûr avant le 1er novembre 1975.

Désormais nos difficultés vont tenir, du moins pour quelques mois, plus aux aspects techniques qu'aux seuls aspects «trésorerie». Mais il ne faut pas crier victoire trop tôt. Car cette perspective implique obligatoirement de bons résultats dans la campagne d'abonnements comme dans la diffusion militante et commerciale.

Cette situation nous conduit aux propositions concrètes suivantes : depuis des années, nous avons organisé une souscription permanente. Mais son caractère de continuité avait pour conséquence une diminution périodique importante des sommes versées. De plus apparaissaient de très grandes inégalités dans les efforts soutenus par les militants, d'une région à l'autre. Des camarades souscripteurs finissaient par «baisser les bras». Aussi, en fonction de l'aggravation de notre situation financière, étions-nous amenés à lancer des appels presque pathétiques pour obtenir, dans des délais déterminés, les sommes devenues indispensables. Et chaque fois la bataille fut gagnée, grâce au dévouement, au désintéressement et à la

compréhension politique de nos militants, de nos amis, de nos lecteurs !

Sur la base des résultats pratiques enregistrés, nous proposons de changer de méthode : la souscription ne sera plus permanente, mais seulement périodique, étant entendu qu'en période de souscription les efforts soutenus devront être décuplés pour tenir compte des périodes de non-souscription.

Par exemple, nous pourrions ouvrir deux périodes de souscription : du 1er décembre au 15 janvier, puis du 1er mai au 15 juin. Au cours de ces deux batailles, nous fixerions des objectifs précis (comme nous l'avons fait pour les deux fois «20 millions»). Nous organiserions alors une intense mobilisation de tous nos militants et amis, en ayant soin d'exiger la participation à la campagne de toutes les régions du pays, en jetant toutes nos forces dans la bataille.

En fait, nous tenterions d'obtenir en moins de temps les dizaines de millions d'anciens francs obtenus antérieurement sur une année pleine.

Il va sans dire qu'en dehors des périodes de batailles pour la souscription, nous ne refuserions jamais les soutiens spontanés, comme ceux, par exemple, que nous recevons souvent à l'occasion d'abonnements ou réabonnements.

Mais, justement, l'absence temporaire de souscription organisée nous permettrait d'apporter davantage d'efforts organisés pour la diffusion du quotidien et la campagne d'abonnements.

Camarades, amis, lecteurs, écrivez-nous ce que vous pensez de ces propositions. Adressez-nous vos avis, vos suggestions et vos critiques éventuelles ! Participez ainsi, activement, à la vie de notre, c'est-à-dire de votre quotidien révolutionnaire prolétarien «L'Humanité rouge» !

«PAYSANS - TRAVAILLEURS» SOLIDAIRES DES PAYSANS CORSES

Dans un communiqué de presse du 28 août, le syndicat Paysans-Travailleurs déclare notamment :

Les Paysans Travailleurs «constatent que les paysans corses vivent, en plus aigus, des problèmes semblables aux leurs.

— appropriation des terres par une minorité (...)

— politique de mainmise du capitalisme sur une région (...)

Le communiqué indique que 3 milliards ont été fournis aux gros exploitants capitalistes, «alors que les insulaires ne

pouvaient pas disposer de tels crédits. Les plans de développement ne sont -ils pas prévus chez nous à des fins identiques ? Ce sont là pour nous les véritables causes qui ont provoqué les événements d'Aléria, auxquels s'ajoutent les problèmes spécifiques de la Corse (...)

Après avoir condamné la répression des travailleurs, les Paysans-Travailleurs concluent en rappelant qu'ils «ont subi cette répression et réprovent tout ce qui porte atteinte aux libertés et aux droits des travailleurs».

Télévision : "La saga des Français"

Mardi dernier, l'émission de M. Del Castillo sur Antenne 2 étudiait les rapports entre les familles et l'école dans la cité de «transit» d'Orly.

Le racisme : l'émission s'attarde sur deux familles dont les enfants ont des «problèmes». Comme par hasard leurs mères sont françaises, mais un des pères est antillais, et l'autre nord-africain. Le Nord-Africain ne travaille pas, mais on ne nous dit pas pourquoi ; autant dire franchement c'est un parasite.

L'émission parle du racisme, mais uniquement entre Juifs et Arabes, ou entre Arabes et Noirs ; autant dire que seuls les étrangers sont racistes.

Le paternalisme : l'émission nous présente une «éducatrice en milieu ouvert». Elle va dans les familles en jouant la camaraderie, fourre son nez partout, et régent tout. On la voit même baigner un jeune garçon et lui promettre une brosse à dents !

Sans doute pour aider les enfants à résoudre leurs difficultés, elle leur apprend à danser le twist et à se contorsionner sur une musique de Sheila.

La démagogie révisionniste : l'émission s'achève par une réunion publique où l'éducatrice critique la réforme Haby en reprenant la propagande du P«C»F. Elle affirme notamment que la réforme compromet «l'égalité des chances» pour les enfants «dont les parents ne s'occupent pas» ! En fait il n'y a jamais eu d'égalité des chances que dans la propagande des bourgeois ; et c'est l'école capitaliste elle-même qui rejette les enfants des travailleurs.

Nous ne devons pas être dupes de ce genre d'émissions inspirées par le révisionnisme dont le caractère faussement critique et pleurnichard ne les rend que plus dangereuses.

Un lecteur

bulletin d'abonnement

(écrire en majuscules la totalité du bulletin)

NOM :
 PRÉNOM :
 ADRESSE :

	Pi ouvert	Pi fermé
1 mois	■ 32 F	■ 60 F
3 mois	■ 95 F	■ 180 F
6 mois	■ 190 F	■ 360 F
Soutien	■ 300 F	■ 500 F

L'HUMANITÉ ROUGE
 BP 293 - 75866 Paris Cedex 18.

CCP inchangé :

L'HUMANITÉ ROUGE : No 30 226 - 72 - Centre : La Source

FRONT OUVRIER

IDEAL-STANDARD

3500 licenciements à empêcher, les révisionnistes demandent la charité

La direction des usines Idéal-Standard a décidé de démanteler certains secteurs de l'entreprise et de la restructurer. Comme toujours en pareilles circonstances, il est prévu que ce seront les travailleurs qui paieront les pots cassés de ces aménagements. En l'occurrence, l'opération devrait se solder par la suppression de quelque 3 500 emplois.

C'est en principe le vendredi 12 septembre que s'ouvrira la «procédure de règlement judiciaire avec liquidation des biens».

Face à cette situation, les pontes révisionnistes des sections syndicales CGT d'Idéal-Standard mobilisent-ils les travailleurs pour la lutte ? Non, bien au contraire. 3 500 travailleurs risquent de se retrouver au chômage, mais eux se contentent de réaffirmer «leur ferme détermination de s'opposer à la liquidation d'un potentiel industriel important en France». Mais au fait, ce secteur, pour qui est-il important ? Pour la France, la nation, comme cela, au-dessus des classes ? C'est bien ce que les révisionnistes semblent vouloir dire quand ils poursuivent en «dénorçant la

politique multinationale des dirigeants américains de cette firme qui sacrifient délibérément des secteurs entiers en France pour répondre uniquement à des considérations de profits plus importants et plus immédiats réalisés dans d'autres pays» (L'Humanité du 5 septembre).

A les en croire, les capitalistes pourraient s'intéresser à autre chose qu'au profit maximum et ne pas agir *uniquement* sur la base de considération de profit ! Dire de pareilles choses c'est répandre et entretenir de graves illusions dans la classe ouvrière. C'est la pousser à abandonner la lutte contre les licenciements et contre le capitalisme au profit de la collaboration de classe.

Cet exemple montre bien comment les pontes révisionnistes de la CGT parviennent à faire passer dans les entreprises la ligne de la clique Marchais-Leroy-Séguy-Krasucki, ligne politique bourgeoise, contre-révolutionnaire, de sauvegarde du capitalisme et de soumission au social-impérialisme soviétique.

Avant le combat, la veillée d'armes à Motobécane

Avec 1 381 000 cyclomoteurs et vélos et 771 millions de francs de chiffre d'affaires par an, Motobécane est, de loin, le premier constructeur français de «deux roues».

En 1974, la production a été maintenue à son niveau de 1973, avec toutefois une progression de 22 % des exportations. Pour les 5 premiers mois de 1975, Motobécane a encore amélioré son chiffre d'affaires de 21 %.

Motobécane, ça ne va donc pas si mal pour le patron.

Cela n'a pas empêché que le 2 septembre au cours d'une réunion exceptionnelle du Conseil d'administration de la société, le PDG de Motobécane a annoncé qu'une procédure de licenciement était engagée pour 1 750 travailleurs de l'ensemble du groupe, dont 900 pour les usines de St-Quentin Il a ajouté que l'annonce officielle pourrait en être faite cette semaine devant le Comité d'entreprise...

Désireuse de se justifier, la direction de Motobécane n'a pas ménagé ses efforts pour fournir aux travailleurs une explication plausible (!). Lisez plutôt : «le port obligatoire du casque sur les deux roues», et la baisse des ventes qu'il occasionne, seraient la cause qui provoque cette décision de licenciement collectif !... C'est ce qu'on appelle se ficher du monde ! Les dirigeants révisionnistes n'ont pas manqué de le «relever» en qualifiant la

direction de Motobécane de «ridicule». Ils devaient cependant préciser dans L'Humanité blanche du 5 septembre : «Même si le prétexte patronal est très partiellement VRAI (!), c'est surtout la crise que connaît le monde capitaliste, les difficultés que rencontrent les travailleurs... qui sont les véritables causes des décisions de la direction» !... Ce qui s'appelle d'abord reprendre à son compte les arguments ridicules, et ensuite semer la confusion en inversant les causes et les effets. Les licenciements collectifs sont une des manifestations de la crise et les difficultés que rencontrent les travailleurs en sont la conséquence puisque c'est la bourgeoisie qui fait retomber sur eux le poids de la crise. Ce qui s'appelle en définitive embrouiller les idées des ouvriers pour les démobiliser et les empêcher de mener la lutte...

Dès leur rentrée de congés, le 2 septembre, de nombreux métallos se sont informés de la situation et ont commencé à préparer leur riposte. Des réunions et des meetings ont eu lieu, notamment aux usines de Pantin. Il est sûr que les ouvriers ne resteront pas les bras croisés devant la mise à la porte de 1 750 d'entre eux par le patron. Et il est non moins sûr qu'entre lui et la loi sur le port obligatoire du casque pour les «deux roues»... ils sauront reconnaître l'ennemi qu'il faut combattre !

ENSEIGNEMENT

10 000 maîtres-auxiliaires au chômage ?

A quelques jours de la rentrée, un certain nombre de déclarations émanant du ministère de l'Éducation nationale révèlent que dans l'enseignement public la situation de l'emploi est aussi grave que dans la plupart des autres secteurs d'activité. Répondant récemment à un député, Haby, satisfait, devait annoncer cyniquement que «plus des trois quarts des maîtres-auxiliaires devraient pouvoir retrouver un emploi à compter de septembre 1975». En renversant la proposition, on atteint malgré tout la proportion de 1 maître-auxiliaire sur 4 au chômage, soit 10 000 à peu près au total !

Cette prévision du ministre montre bien quelle était la valeur réelle des engagements écrits pris le 31 octobre 1974 au nom du gouvernement par le secrétaire d'État à la Fonction publique. La valeur d'un chiffon de papier, pas moins !

Aussi est-il certain que forts de cette leçon par la négative, un nombre important d'enseignants et notamment de maîtres-auxiliaires ne se contenteront pas de protestations verbales, de pure forme, mais entreront dans la lutte pour s'opposer au chômage et aux licenciements. A l'heure où la direction du SNES ne donne comme perspective à ses membres que de se rendre, ce mardi, en délégation auprès des parlementaires pour «exiger la sauvegarde et la progression du pouvoir d'achat, des créations de postes et la titularisation des auxiliaires», il importe que les enseignants, en particulier les maîtres-auxiliaires destinés au chômage, prennent exemple sur la classe ouvrière qui prouve chaque jour que ce n'est que par la lutte dure et massive que l'on peut mettre en échec les plans de chômage des capitalistes.

ENCORE QUELQUES ÉCHOS...

A l'imprimerie Clary de Tours, le personnel a décidé la grève avec occupation pour s'opposer à 82 suppressions d'emplois.

A l'usine Parvex de Dijon, où l'on fabrique des moteurs électriques, les travailleurs ont manifesté contre les menaces de licenciement de 247 d'entre eux.

Aux usines Famosa (cuirs et peaux) de Gailfontaine (Seine-Maritime), lorsque les 105 travailleurs sont rentrés de congés les scellés étaient

mis sur la porte de l'entreprise pour liquidation judiciaire. A aucun moment, le patron ne les avait informés de ses intentions. Pour s'opposer à cette mesure, les ouvriers ont décidé d'occuper la mairie de la ville.

A la cartoucherie Gévelot d'Issy-les-Moulineaux ainsi que deux entreprises métallurgiques de Vannes, des licenciements ont été décidés par les patrons. Les travailleurs ne sont pas décidés, eux, à se laisser faire.

(SUITE DE LA PAGE 1)

Environ 1 500 personnes ont manifesté samedi après-midi de Trinité jusqu'à Barbès répondant à l'appel du FRAP, de l'Humanité Rouge, du PCR (m-l) pour empêcher les assassinats que prépare Franco contre Garmendia, Otaegui et cinq militants du FRAP. Le PCMLF soutenait la manifestation.

«Sauvons Garmendia et Otaegui», «Sauvons les cinq du FRAP !», «Franco, fasciste, assassin», «Contre les crimes fascistes, violence populaire !», «Ni Franco, ni roi, ni junte : république populaire !», «Franco assassin, Giscard complice !», ces mots d'ordre ont été repris par l'ensemble des manifestants. A la fin de la manifestation, un meeting a eu lieu au cours duquel un pantin représentant Franco a été brûlé.

Après la manifestation, des policiers en civil ont voulu arrêter trois camarades. Un rapide échange de coups a eu lieu au cours duquel un flic a sorti son revolver. Nos camarades ont malgré tout pu se dégager.

Lisez PÉKIN-INFORMATION - revue politique et d'information, l'exemplaire : 0,70 F.

Lisez ALBANIE AUJOURD'HUI - revue politique et d'information, l'exemplaire : 2,50 F.